PROCES VERBAL
CONSEIL DU 11 MAI 2009

**COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE
PROVENCE METROPOLE**

Conseil de Communauté

Procès Verbal de la séance du 11 Mai 2009

**La séance est ouverte à 09 H 30
sous la Présidence de Monsieur Eugène CASELLI
Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole**

ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Olivier AGULLO - Francis ALLOUCH - Michel AMBROSINO - Christian AMIRATY - Sylvie ANDRIEUX - Sonia ARZANO - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Jean-Marc BENZI - Philippe BERGER - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Alexandre BIZAILLON - Olivier BLANC - Roland BLUM - Sylvia BONIFAY - Patrick BORE - Miloud BOUALEM - Joëlle BOULAY - Valérie BOYER - Jean BRUNEL - Xavier CACHARD - Philippe CAMILLIERI - René CAMPIONI - René CANEZI - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Thérèse CARDONA - Eugène CASELLI - Pascal CHAIX - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Jean-Marc CORTEGGIANI - Vincent COULOMB - Alain CROCE - Claude DAUMERGUE - Didier DAVITIAN - Jean-François DENIS - Nicole DESMATS - Eric DI MECO - Pierre DJIANE - Jacqueline DURANDO - Joël DUTTO - Victor Hugo ESPINOSA - Jean-Pierre FOUQUET - Mireille FOURNERON - François FRANCESCHI - France GAMERRE - Didier GARNIER - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Pascal GILLET - Jean-Pierre GIORGI - Bernard GIRAUD - Francis GIRAUD - Vincent GOMEZ - Gérard GRAUGNARD - Jean-Noël GUERINI - Michelle GUEYDAN - Albert GUIGUI - Robert HABRANT - Haouaria HADJ CHICK - Paul HUBAC - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Catherine JALINOT - Laurence JOUANDON - Fabrice JULLIEN-FIORI - Mourad KAHOUL - Evelyne KARBOVIAC - Abdelwaab LAKHDAR - Albert LAPEYRE - Alain LAURENS - Eric LE DISSES - Corinne LEGAL - Eric LEOTARD - Michel LO IACONO - Christophe LOPEZ - Antoine LORENZI - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Patrick MAGRO - Robert MALATESTA - René MALLEVILLE - Myriam MALLIA - Jean-Paul MARIA-FABRI - Christophe MASSE - Henri MATTEI - Martine MATTEI - Christian MAYADOUX - Lucien MERLENGHI - Roger MERONI - Danielle MILON - Marie-Thérèse MINASSIAN - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Bernard MOREL - Jean-Louis MOULINS - Renaud MUSELIER - Sylvie NESPOULOUS - Marie-françoise NICOLAJ-PALLOIX - Frédéric OUNANIAN - Marie-Madeleine PANCHETTI - Benoît PAYAN - Gabriel PERNIN - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Roland POVINELLI - Tahar RAHMANI - Jean-Pierre REPIQUET - Jean-Louis RIVIERE - Jacques ROCCA SERRA - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Lionel ROYER PERREAUT - Henri RUGGERI - Myriam SALAH-EDDINE - Arlette SALVO - Philippe SAN MARCO - Pierre SEMERIVA - Christel SIMONETTI-ACHARD - Paul SORGE - Maurice TALAZAC - René TAVERA - Guy TEISSIER - Jean-Louis TIXIER - Claude TORNOR - Jean-Paul ULIVIERI - Claude

VALLETTE - André VARESE - Martine VASSAL - Jean VIARD - Clément YANA - Karim ZERIBI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Jean-luc BENNAHMIAI représenté par Christophe MADROLLE - Gérard BISMUTH représenté par Vincent COULOMB - Jean-Louis BONAN représenté par Michel AMBROSINO - Vincent BURRONI représenté par Gérard GRAUGNARD - Eric DIARD représenté par Myriam SALAH-EDDINE - Frédéric DUTOIT représenté par Pascal GILLET - André ESSAYAN représenté par Olivier BLANC - Martine GOELZER représentée par Michel LO IACONO - Jacqueline MAURIC représentée par Henri RUGGERI - Patrick MENNUCCI représenté par François-Noël BERNARDI - Gilles PAGLIUCA représenté par Christian MAYADOUX - Pierre PENE représenté par Jean MONTAGNAC - Gerard PEPE représenté par Marie-Thérèse CARDONA - Guy PONTOUS représenté par Jean BRUNEL - Gérard SBRAGIA représenté par Robert HABRANT - Jocelyn ZEITOUN représenté par Eugène CASELLI.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Laurent LAVIE - Christine ORTIZ - Daniel SIMONPIERI - Maxime TOMMASINI.

Monsieur LE PRESIDENT.- Mes chers collègues, le quorum étant fixé à 79, il est constaté qu'il est atteint, la séance est ouverte.

I - INSTALLATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNE DE CASSIS

Monsieur LE PRESIDENT.- Chers collègues, les élections municipales du 16 mars 2008 à Cassis ont été annulées par le Conseil d'Etat le 20 février 2009. L'élection partielle consécutive à cette décision s'est déroulée le 28 mars 2009.

Je voudrais tout d'abord féliciter Mme Milon qui a été réélue lors de cette élection.

(Applaudissements)

Le 15 avril 2009 le Conseil Municipal de Cassis a procédé à la désignation de ses cinq représentants au Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole. Il s'agit de Mme Danielle MILON, de M. Pascal CHAIX, de M. Bernard GIRAUD, M. Fabrice JULLIEN-FIORI et de M. Jean-Louis RIVIERE à qui je souhaite la bienvenue.

(Applaudissements)

Je procède donc à leur installation officielle au sein de notre Conseil de Communauté.

II – APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 26 MARS 2009

Monsieur LE PRESIDENT.- Je soumetts à votre approbation le procès verbal de la séance du 26 mars 2009. Y a-t-il des observations ?

Le procès verbal de la séance du 26 mars 2009 est approuvé à l'unanimité.

III – COMPTE RENDU DES DECISIONS DU PRESIDENT

Monsieur LE PRESIDENT.- Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient que le compte-rendu des décisions du Président soit porté à la connaissance du Conseil. Il vous a été transmis en même temps que l'ordre du jour et les dossiers de cette séance.

IV – COMPTE RENDU DES DECISIONS DU BUREAU DU 26 MARS 2009

Monsieur LE PRESIDENT.- Conformément aux dispositions de la délibération 004/314 CC en date du 31 mai 2008, il convient de rendre compte au Conseil des décisions du Bureau du 26 mars 2009. Elles vous ont été communiquées en même temps que l'ordre du jour et les dossiers de cette séance.

V – EXAMEN DES RAPPORTS

FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur le Président Coulomb, la Commission Fonctionnement de la Communauté Urbaine s'est réunie le mercredi 29 avril 2009. Pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Monsieur COULOMB.- Quatorze rapports étaient inscrits à l'ordre du jour. Tous ces rapports ont reçu un avis favorable de la Commission. Trois rapports ont fait l'objet d'une réserve de vote et un a reçu l'abstention de cinq conseillers.

1. FCT 001-11/05/09 CC - Election d'un Vice-président de la Communauté Urbaine - Election d'un membre du Bureau - Composition des Commissions Permanentes de Travail et d'Etudes. Modification - Désignation de représentants au sein d'organismes extérieurs

Monsieur LE PRESIDENT.- En ce qui concerne l'élection du Vice-président, il est bien entendu d'usage de procéder à un vote à bulletin secret. S'il n'y a pas d'opposition dans l'assemblée, nous nous contenterons d'un vote à main levée, compte tenu du fait qu'il s'agit d'un Maire qui d'après notre droit coutumier est Vice-président d'office de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Y a-t-il des oppositions à un vote à main levée ?

Il n'y a pas d'opposition, nous procéderons donc à un vote à main levée.

Je vous propose d'élire Mme Danielle MILON dixième Vice-président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole. Je mets aux voix. Pas d'opposition ?

(Adopté à l'unanimité)

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Milon, vous réintégrez votre vice-présidence.

(Applaudissements)

Mme MILON doit également être élue membre du Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Je mets aux voix. Pas d'opposition ?

(Adopté à l'unanimité)

Monsieur LE PRESIDENT.- M. Pascal CHAIX est désigné membre de la Commission « Développer l'Economie et Servir l'Emploi ».

Je mets aux voix. Pas d'opposition ?

(Adopté à l'unanimité)

Monsieur LE PRESIDENT.- M. Jean-Louis RIVIERE, M. Pascal CHAIX et Mme Danielle MILON sont désignés membres de la Commission « Relations Extérieures ».

Je mets aux voix. Pas d'opposition ?

(Adopté à l'unanimité)

Monsieur LE PRESIDENT.- M. Bernard GIRAUD est désigné membre de la Commission « Ports de plaisance, Port de commerce, Aéroport ».

Je mets aux voix. Pas d'opposition ?

(Adopté à l'unanimité)

Monsieur LE PRESIDENT.- M. Fabrice JULLIEN-FIORI est désigné membre de la Commission « Fonctionnement de la Communauté Urbaine ».

Je mets aux voix. Pas d'opposition ?

(Adopté à l'unanimité)

Monsieur LE PRESIDENT.- M. Fabrice JULLIEN-FIORI est désigné membre de la Commission « Une Agglomération Eco-Responsable ».

Je mets aux voix. Pas d'opposition ?

(Adopté à l'unanimité)

Monsieur LE PRESIDENT.- Mme Danielle MILON est désignée membre de la Commission « Voirie et Signalisation ».

Je mets aux voix. Pas d'opposition ?

(Adopté à l'unanimité)

Monsieur LE PRESIDENT.- M. Yves MORAINÉ est désigné en qualité de titulaire, pour siéger au sein de la Commission « Voirie et Signalisation » de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, en remplacement de M. Claude DAUMERGUE.

Je mets aux voix. Pas d'opposition ?

(Adopté à l'unanimité)

Monsieur LE PRESIDENT.- M. Claude DAUMERGUE est désigné en qualité de titulaire, pour siéger au sein de la Commission « Développement Durable, Innovations et Prospective » de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, en remplacement de M. Yves MORAINÉ.

Je mets aux voix. Pas d'opposition ?

(Adopté à l'unanimité)

Monsieur LE PRESIDENT.- Mme Danielle MILON est désignée pour représenter la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au sein du Comité de Pilotage de l'OPAH de Cassis.

Je mets aux voix. Pas d'opposition ?

(Adopté à l'unanimité)

Monsieur LE PRESIDENT.- M. Fabrice JULLIEN-FIORI est désigné comme titulaire et M. Jean-Louis RIVIERE comme suppléant, pour représenter la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au sein du Conseil d'Administration du collège Les Gorguettes à Cassis.

Je mets aux voix. Pas d'opposition ?

(Adopté à l'unanimité)

Monsieur LE PRESIDENT.- Mme Danielle MILON est désignée au sein du Conseil d'Administration de l'AGAM.

Je mets aux voix. Pas d'opposition ?

(adopté à l'unanimité)

2. FCT 002-11/05/09 CC - Régime indemnitaire des agents de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'année 2009 - Modifications de la délibération FCT 10/902/08 CC

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

3. FCT 003-11/05/09 CC - Création d'emplois saisonniers

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

4. FCT 004-11/05/09 CC - Approbation de la convention cadre de partenariat 2009 avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

5. FCT 005-11/05/09 CC - Remises gracieuses accordées pour des trop-perçus de traitement

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

6. FCT 006-11/05/09 CC - Revalorisation de l'Autorisation de Programme relative aux acquisitions foncières nécessaires à l'exercice des compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Monsieur GIORGI.- Nous prévoyons une somme supplémentaire de 4 millions d'euros. Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

7. FCT 007-11/05/09 CC - Développement du système d'information de Marseille Provence Métropole et adaptation à la nouvelle organisation - Augmentation

de deux Autorisations de Programmes existantes et création d'une Autorisation de Programme

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur TALAZAC.- Monsieur le Président, merci de me permettre d'intervenir sur ce rapport qui nous paraît être contraire à la fois à l'esprit communautaire comme à la logique budgétaire.

Contraire à l'esprit communautaire, parce qu'une des raisons qui ont présidé à la naissance de notre Communauté Urbaine, c'était la mutualisation des moyens, mutualisation qui devait permettre à toutes les communes, y compris les plus petites, d'accéder à des services auxquelles, seules, elles ne pouvaient prétendre.

Or, là nous avons l'inverse. Il y a un service qui fonctionnait bien, qui est le système de l'information et de la télécommunication et on propose de le casser.

Nous ne voulons pas de cette logique, d'autant plus que la raison invoquée consiste simplement à dire que cela est fait pour *"permettre à la Communauté Urbaine d'affirmer ses priorités et d'avoir ses propres projets"*. En quoi le fait d'utiliser le même réseau et de partager les mêmes serveurs informatiques va à l'encontre de cette indépendance ?

On se souvient tous que par le passé, *le Provençal* et *le Méridional*, pourtant aux opposées politiques, étaient imprimés sur les mêmes presses et pourtant n'avaient pas les mêmes éditoriaux.

Donc, politiquement nous ne voyons aucune raison à cette mutualisation et je rappellerai tout simplement que le candidat socialiste à la Mairie de Marseille mentionnait en toutes lettres dans son programme parmi ses objectifs : *"mutualisation des structures administratives"*. Nous allons même au rebours de ce que défendait le candidat socialiste à la Mairie de Marseille il y a un an.

D'autre part, ce rapport est contraire à la logique budgétaire, puisque l'informatique est des domaines particulièrement coûteux, pas tant en investissement mais en maintenance, en entretien et en administration. Or, là, le contribuable marseillais va continuer à payer pour l'informatique municipale, et payer en plus pour l'informatique communautaire, sans aucun service supplémentaire.

Et pour les communications, on va en arriver au point que si l'on sépare les réseaux, on va payer dans nos factures de téléphone les communications téléphoniques entre les services de la Ville de Marseille et ceux de la Communauté.

Très sincèrement, je vous demande Monsieur le Président de reconsidérer ce rapport. Nous ne le voterons pas, en nous abstenant.

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est votre vision des choses. Pour ma part, je considère qu'un EPCI de plein exercice a parfaitement le droit d'avoir un réseau informatique autonome dans la mesure où par exemple lorsque le Président veut aller sur un site internet, selon le site sur lequel il souhaite naviguer, il est écrit *« La Ville de Marseille ne vous autorise pas à accéder à ce site »*. Je ne vois pas trop où se situe la mutualisation, d'autant plus que les communes autres que Marseille n'en profitaient pas. Votre présentation est un peu incomplète. Je maintiens cette délibération. Je note que vous vous absteniez.

Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe UPAC

à l'exception de MM. Giorgi, Teissier, Tavéra et Montagnac votant pour

8. FCT 008-11/05/09 CC - Paiement de la cotisation annuelle à l'Association "Architectures Maîtres d'ouvrage Provence Méditerranée" (AMO)

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

9. FCT 009-11/05/09 CC - Adhésion de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement des Bouches-du-Rhône

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

10. FCT 010-11/05/09 CC - Association Française pour l'Information Géographique - Paiement de la cotisation annuelle.

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

11. FCT 011-11/05/09 CC - Taxe Locale d'Equipement : Remise gracieuse des majorations et intérêts de retard.

Monsieur GIORGI.- Il s'agit d'un refus de remise gracieuse de majorations et intérêts de retard concernant la Taxe Locale d'Equipement. L'avis du Trésorier Payeur a été suivi. Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

12. FCT 012-11/05/09 CC - Construction de l'antenne territoriale de Châteauneuf les Martigues - Autorisation de demande d'une subvention auprès de l'A.D.E.M.E. dans le cadre de l'Appel à Projets Régional 2009 " Développement des générateurs photovoltaïques "

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

13. FCT 013-11/05/09 CC - Principe de l'intégration de la clause d'insertion dans les marchés publics de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

Monsieur MOREL.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur BERNARDI.- Je voudrais attirer votre attention mes chers collègues, sur le caractère novateur de cette proposition. Il s'agit non pas d'une lourdeur administrative supplémentaire, mais au contraire de la possibilité pour les services de prévoir une clause d'insertion.

J'interviens spécialement pour que cette possibilité soit utilisée, notamment par les communes puisque cela crée la possibilité d'intégrer cette clause d'insertion dans les marchés et je crois que c'est un progrès puisque cela permettra en lien avec les PLIE, de procéder à plus d'insertion chaque fois que cela est possible.

Monsieur LE PRESIDENT.- La Vice-présidente chargée des PLIE souhaite intervenir, Madame Bernasconi, je vous laisse la parole.

Madame BERNASCONI.- Merci. Effectivement, le rapport que nous examinons aujourd'hui marque une étape supplémentaire dans l'action que nous menons contre le chômage.

Lors de notre dernière séance plénière, nous avons voté à l'unanimité une rallonge budgétaire pour les trois PLIE de notre territoire parce que nous le savons tous, la crise économique touche plus durement les plus fragiles d'entre nous. Et Au-delà des investissements économiques, il était impératif d'ajouter des mesures d'accompagnement social.

Je vais vous donner des exemples de ce qui se passe aujourd'hui pour les chômeurs de longue durée, les plus en difficulté. Les filières de main d'œuvre (industrie, transport/logistique notamment), observent un ralentissement d'activité et l'on voit les offres d'emploi se tarir voire être complètement inexistantes.

Ainsi, c'est la première fois depuis la création du PLIE de Marseille qu'il y a une baisse des sorties en emploi réussies depuis 1994. J'attire votre attention sur ce point.

Et pour la première fois, le nombre d'adhérents accompagnés est arrivé au maximum de notre capacité d'accompagnement. Nos files actives sont saturées et de nombreuses personnes sont en « liste d'attente », surtout dans le centre ville de Marseille et sur le territoire de Marignane.

Il y a un secteur en particulier où l'enquête de besoins en main d'œuvre 2009, réalisée par le CREDOC pour Pôle Emploi précise que le nombre d'offres d'emploi dans le bâtiment va reculer de 47% en PACA.

Dans ce cadre, l'insertion des clauses sociales dans les marchés publics, représente un levier important pour faciliter le retour à l'emploi des personnes qui en sont éloignées.

Le nombre d'adhérents du PLIE sortis en emplois courts et ou emplois stables sur le BTP n'a ainsi pas trop diminué. Il a diminué de 10%. C'est important, mais moins que 47% car nous avons déjà eu des opportunités d'emploi via les clauses sociales insérées dans les marchés de l'ANRU.

A Marseille, les premières clauses d'insertion qui avaient été décidées, l'avaient été de manière volontariste, notamment dans le cadre des travaux générés par le tramway.

Plus récemment, le Gouvernement a imposé l'inscription de ces clauses d'insertion de façon obligatoire dans tous les chantiers où l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain intervient en qualité de cofinanceur.

Le 26 mars, lors de notre dernier Conseil de Communauté, je vous avais alerté sur la nécessité que les plus fragiles de nos concitoyens puissent bénéficier en priorité des investissements de notre collectivité. Je vous avais ainsi proposé que MPM intègre les clauses sociales à l'ensemble de ses marchés publics, sur le modèle des conventions ANRU. Concrètement, il s'agit de demander aux entreprises attributaires de ces marchés de réserver une part des heures de travail aux personnes rencontrant des difficultés d'insertion.

J'attire votre attention sur le fait que les entreprises ne sont pas obligées de recruter, mais si elles ouvrent des recrutements, elles doivent réserver une partie de leurs heures de travail aux personnes les plus en difficultés (souvent 5% du nombre total d'heures générées).

Aujourd'hui, notre Communauté Urbaine MPM s'engage dans cette voie. Notre groupe s'en félicite car cette mesure offre des perspectives prometteuses. Demain, sur les seuls marchés de la Communauté Urbaine, ce sont des milliers d'heures de travail qui pourront être générées.

Je regrette à ce titre que les marchés de collecte et de traitement des déchets aient été lancés récemment sans y inscrire de clause. Mais je pense que de manière volontariste, on pourra aussi s'adresser aux entreprises adjudicataires.

Pour information, après plusieurs années d'expérience, dans les Communautés Urbaines de Strasbourg ou de Nantes, près de 500.000 heures de travail ont été réservées aux chômeurs en difficulté. J'attire votre attention sur le fait que cela représente plus de 1000 emplois donc, c'est intéressant pour l'avenir et l'ambition que nous pouvons avoir à moyen terme sur nos 18 communes.

De plus, ces clauses sont d'autant plus utiles que certains territoires de notre intercommunalité ne bénéficient d'aucun marché ANRU comme Marignane et le pourtour de Marignane qui sont dans l'attente mais n'en bénéficient pas pour l'instant et qui pourront disposer d'un levier supplémentaire.

Monsieur le Président, mes chers collègues, nous pouvons prendre des mesures qui ne coûtent pas un euro de plus, ce qui est loin d'être négligeable dans un contexte de crise et de pression fiscale déjà élevée pour nos concitoyens.

Nous pouvons prendre des décisions simples qui apportent une réponse efficace aux chômeurs en difficulté. C'est le sens de ce rapport. C'était le sens de notre demande.

Monsieur le Président, vous avez entendu notre proposition. Il est certain que l'insertion des clauses sociales dans tous les marchés publics de la Communauté Urbaine aidera les chômeurs en difficulté à accéder à des emplois dont ils auraient sans doute été privés.

Aujourd'hui, mes chers collègues, Monsieur le Président, nous sommes à la hauteur de nos responsabilités d'élus.

(Applaudissements)

Monsieur MADROLLE.- Monsieur le Président je suis toujours étonné par la schizophrénie que l'UMP a dans cette salle. En même temps, que vous défendez une position sociale – et on ne peut qu'abonder Madame Bernasconi dans le sens de votre discours – vous soutenez un Gouvernement au niveau national qui prône une baisse des financements des entreprises d'insertion...

(Manifestations dans la salle, tumultes)

... qui prône une baisse des financements des chantiers-écoles. Vous savez très bien Madame Bernasconi aujourd'hui, la politique qui est menée en matière sociale par votre Gouvernement. Vous savez très bien, car vous rencontrez régulièrement les entreprises d'insertion de la Ville de Marseille, qu'il y a eu sur Marseille, 70 licenciements de cadres de l'insertion.

Donc ne prônez pas une politique sociale ici, quand à la Mairie de Marseille et au Gouvernement, vous cassez l'insertion professionnelle.

Madame BERNASCONI.- Adressez-vous à la collectivité compétence en matière d'insertion : elle s'appelle le Conseil Général !

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention de M. Giorgi

14. FCT 014-11/05/09 CC - Délégations du Conseil de Communauté au Président et au Bureau - Modifications en matière de marchés publics

Monsieur MOREL.- Il s'agit de l'application des mesures par Marseille Provence Métropole qui ont été prises par décret du 19 décembre 2008 et la loi du 17 février 2009 qui doit permettre la simplification des procédures administratives en matière d'attribution des marchés. Avis favorable de la Commission.

Monsieur MAGRO.- Monsieur le Président, chers collègues, c'est par décret que le seuil des Marchés à procédure adaptée (MAPA) est passé de 200 000 euros à 5 millions d'euros, il s'agit là de la mesure la plus spectaculaire concernant la modification du code des marchés publics. D'autres modifications, concernant notamment les délais de procédure ne suscitent pas les mêmes interrogations. En effet multiplier par 25 un seuil qui change radicalement le mode d'attribution des marchés publics a forcément pour conséquence, à condition de s'intéresser vraiment à ce que l'on décide en séance plénière, de provoquer le débat.

Pour mémoire, il y a quelques temps déjà, un décret précédent était de même teneur mais avait été abrogé et remplacé devant l'émotion qu'il avait suscité chez les donneurs d'ordre, les fonctionnaires et les élus.

Certes, ce décret permet aussi un certain nombre de simplifications qui en première analyse peuvent sembler totalement positives pour la relance économique et les entreprises régionales, pour la réponse aux besoins de nos concitoyens qui attendraient ainsi moins longtemps la réalisation de travaux utiles, décidés et financés.

Certes, cela mérite d'être examiné de près. Mais pour notre groupe, ce décret fait surtout partie intégrante des politiques en œuvre depuis 2002 et accélérées depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. Il participe de la volonté d'accélérer la "compétitivité des territoires", de transformer les collectivités et les EPCI en entreprises (et quand je dis cela, ce n'est pas péjoratif) à l'instar de ce que préconise la loi Bachelot pour les hôpitaux et qui heureusement est en passe de faire l'unanimité contre elle. J'ai même vu que M. Debré était dans la rue l'autre jour.

Dans ces conditions, Monsieur le Président, je pense que vous aurez compris notre contribution au débat qui a conduit à un courrier de notre part puis à ce que la Conférence des Présidents ait un rapide échange sur le sujet.

Avec le recul, nous considérons que sur une question de ce type qui manifestement n'est pas que technique, le débat aurait pu être organisé avec l'objectif de trouver d'emblée et ensemble le point d'équilibre que nous impose la gouvernance partagée.

Nous avons bien noté que le rapport mentionne que "*chaque décision du Président prise en matière d'attribution des marchés, fera l'objet d'une information au plus proche Conseil...*". En soi, le contrôle démocratique *a posteriori* nous semble être une bonne pratique et nous ne doutons pas qu'il sera organisé comme il convient et effectif.

Suite à la Conférence des Présidents, vous avez accepté la rédaction d'un article 3 dans le dispositif, qui permet le passage devant une commission ad hoc composée des membres de la Commission d'Appels d'Offres de l'ensemble des dossiers qui auparavant passaient en Commission d'Appels d'Offres. Nous apprécions positivement cette modification et avons entendu votre engagement oral, affirmant que cette pratique serait la règle. Cela n'enlève rien à ce que je disais plus haut concernant l'intérêt d'un débat systématique et construit, chaque fois qu'une question de ce type se posera.

Enfin, afin de rebondir sur le rapport précédent, j'ai une question à poser, mais je ne sais pas qui me répondra : les clauses d'insertion sociale et la notion de mieux disant social vont-elles s'appliquer aux 230 marchés environ sur les 250 qui ne passeront plus en Commission d'Appels d'Offres mais qui passeront devant la Commission ad hoc pour devenir des marchés adaptés ? Est-ce que ces marchés pourront bénéficier des clauses d'insertion sociale et à quelles conditions ?

Monsieur LE PRESIDENT.- A priori, il n'y a pas de raison.

Je réitère mon engagement moral concernant ce que vous appelez « le contrôle démocratique ». Il se trouve dans l'article 3 que nous avons ajouté mais qui figurait déjà dans les attendus de la délibération.

Monsieur MUSELIER.- Monsieur le Président, c'est un dossier particulièrement sensible. Il s'agit à nouveau de voter une délibération qui est le fruit du Gouvernement du Président Sarkozy, donc j'apprécie que cette enceinte vote régulièrement et tout le long de la séance des décisions prises par le Parlement.

Sur ce plan particulier qui permet d'accélérer en matière de marchés publics les décisions, et je crois que c'est tout à fait important pour notre économie. Il y a aussi comme toujours ce problème de relation des élus avec l'argent et vous savez à quel point nous y sommes sensibles. Nous souhaitons bien entendu abonder dans votre sens dans le cadre de ces rapports.

Vous avez apporté des éléments supplémentaires permettant d'avoir en quelque sorte confiance dans le Président et les élus – et c'est quelque chose d'important – et parallèlement, de faire en sorte qu'il y ait un partage des responsabilités et un contrôle potentiel. Cette démarche et cette décision, nous y étions a priori favorables, mais nous souhaitons une évolution. Vous avez apporté cette évolution donc nous voterons pour.

Monsieur BERNARDI.- Monsieur Le Président, puisque vous m'avez confié cette responsabilité, je dirais que la Commission d'Appels d'Offres a toujours réussi à résoudre les problèmes qui lui sont présentés et, je l'espère, dans le meilleur intérêt des finances de notre collectivité et dans le respect de l'égalité entre les candidats.

Aujourd'hui, la législation a évolué. Elle prévoit que nous n'avons plus ce contrôle absolument formel qui a fait que depuis que cette Communauté existe, il n'y a jamais eu d'observation sur les cahiers des charges qui ont tous été votés par le Bureau. Nous avons mis le doigt sur le véritable contrôle démocratique des marchés publics en prévoyant, Monsieur le Président vous vous y êtes engagé, un contrôle de l'ensemble de ces marchés par une Commission de pluralité politique. Je crois que c'est la bonne voie et nous souhaiterions que dans toutes les collectivités, il en soit de même.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE ET SERVIR L'EMPLOI.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Allouch, la Commission Développer l'Economie et Servir l'Emploi s'est réunie le jeudi 30 avril 2009, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Monsieur ALLOUCH.- La Commission a voté de manière pratiquement unanime ce rapport.

15. DEV 001-11/05/09 CC - Attribution d'une subvention pour l'organisation du XXVème Congrès des Territoriaux de la Ville de Marseille et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Vallette, la Commission Aménagement de l'espace communautaire s'est réunie le mercredi 29 avril. Pouvez-vous nous faire un compte rendu des travaux ?

Monsieur VALLETTE.- Monsieur le Président, huit rapports ont été soumis à cette Commission. Le rapport concernant le débat sur les résultats de l'application du Plan Local d'Urbanisme de La Ciotat a été retiré. Tous les autres rapports ont été adoptés à l'unanimité.

Je voudrais juste insister sur le rapport n°22 au sujet de l'élaboration du schéma de cohérence territoriale. Vous nous donnez les moyens de faire plus dans l'élaboration de ce SCOT qui redémarre maintenant. Je crois que c'est l'élaboration d'un vrai projet, d'un projet ambitieux. C'est non seulement le SCOT mais aussi l'inter SCOT.

Je pense qu'il faudrait y ajouter un portage un peu plus politique. Nous sommes ici tous d'accord sur cette vision d'un grand territoire métropolitain. Des occasions se présentent : Marseille Capitale Européenne de la Culture, le syndicat mixte des transports et l'opportunité de discussion qui nous sera donnée à propos des métropoles au travers du rapport Balladur. Je pense donc qu'il est important d'aller dans cette voie et nous attendons, que ce soit de la part du Maire de Marseille ou de votre part, Monsieur le Président, des initiatives en ce domaine.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Vallette, nous n'en manquerons certainement pas dans les semaines et les mois qui viennent.

16. AEC 001-11/05/09 CC - Zone d'Aménagement Concerté des Florides - Approbation du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) - Réalisation de la première tranche de la Zone d'Aménagement Concerté.

Monsieur MAGRO.- Il n'y a pas de remarque particulière sur l'ensemble de ces rapports. Je précise que le rapport n°22 est retiré.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

17. AEC 002-11/05/09 CC - Programme d'Aménagement d'Ensemble des Florides à Marignane - Approbation d'une convention d'aménagement

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

18. AEC 003-11/05/09 CC - Programme d'Aménagement d'Ensemble des Florides à Marignane - Approbation d'une convention d'aménagement

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

19. AEC 004-11/05/09 CC - Retrait de la délibération organisant les Modalités de concertation de la 1ère procédure de révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols de Saint-Victoret

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

20. AEC 005-11/05/09 CC - Approbation des modalités de concertation de la deuxième procédure de révision simplifiée du Plan d'Occupation des sols (POS) de Saint-Victoret -

Madame BOULAY.- L'objet de ce rapport est d'organiser les modes de concertation concernant une procédure de révision simplifiée du POS de Saint Victoret, ce qui a priori ne pose pas de problème. Cependant il s'agit dans cette adaptation du POS, du déclassement de quatre hectares de zone agricole. Cela paraît bien peu et l'enjeu semble négligeable.

Pour autant, si dans cette assemblée semble se dégager un consensus fort pour préserver les zones agricoles existantes au sein de MPM, nous ne sommes pas encore tout à fait opérationnels pour traduire cet objectif en actes.

Et je voudrais m'appuyer sur l'exemple de ce rapport pour attirer votre attention sur le fait qu'il est dorénavant impératif que nous soyons plus volontaristes en la matière. Sinon, nous trouverons toujours une bonne raison de faire ce que nous faisons aujourd'hui : supprimer des zones agricoles.

Depuis 20 ans, les surfaces agricoles diminuent en PACA de 8000 hectares par an.

Or, dans un contexte mondial de raréfaction de la ressources énergétique fossile, il est indispensable dès à présent d'organiser l'approvisionnement alimentaire de proximité pour les métropoles.

Aujourd'hui, les zones agricoles sont directement en concurrence sur notre territoire avec l'urbanisation qu'elle soit en termes de logement ou d'activité économique.

Elles représentent 3% de notre territoire, ce qui est déjà signe d'une grande fragilité.

Il nous faut donc planifier les occupations urbaines en réutilisant d'abord les espaces déjà artificialisés plutôt que de consommer des sols « neufs » qui sont des ressources non renouvelables et des ressources collectives.

Par ailleurs, il y a un objectif économique à préserver ce type d'occupation des sols ; le coût pour la collectivité est 5 fois plus important pour une occupation résidentielle que pour une occupation agricole, même subventionnée.

D'autres collectivités se sont lancées, il y a des années déjà, dans la préservation des terres agricoles périurbaines avec un certain succès, je pense notamment à la ville de Nantes.

Divers outils nous permettraient de préserver ces espaces et de leur garder une cohérence territoriale ; certains sont en lien avec le monde agricole, je pense à la SAFER, et d'autres, en lien avec les collectivités territoriales ; Conseil Général, Conseil Régional. Ces dispositifs qui relèvent d'une véritable intervention foncière, nous permettraient de mettre en œuvre notre volonté politique commune de préserver nos zones agricoles.

L'agriculture périurbaine permet, outre de participer à l'approvisionnement de nos populations, de lutter contre les incendies et les inondations. Elle est également un élément fort de l'identité de notre territoire, de notre cadre de vie, un facteur de lien social. C'est pourquoi sur ce rapport les Verts s'abstiendront, eu égard à l'ancienneté du projet et à l'absence d'outils opérationnels au sein de MPM à ce jour.

(Applaudissements)

Monsieur MAGRO.- Par rapport à cette intervention et ce qui a été dit tout à l'heure sur le SCOT par Claude Vallette, j'ajouterai que les groupes de travail sur les différentes questions du SCOT sont mis en place. Il y aura des groupes de travail pour le logement, le développement économique, l'emploi, les transports, le littoral. Un groupe de travail prendra en charge l'ensemble des questions relatives au développement durable qui est un sujet transversal aux autres groupes et bien évidemment la question de l'agriculture sera traitée. Ces questions-là seront abordées dans des réunions qui se tiendront entre fin mai et début juillet. La question de la préservation des terres arables qui restent sur le territoire communautaire sera abordée avec le plus grand soin.

S'agissant de ce que disait Claude Vallette au sujet des opportunités qui nous seront données de débattre, je pense effectivement que la question de la conférence métropolitaine est quelque chose d'extrêmement important pour voir comment les choses se passent autour de nous, pour arriver à réfléchir à l'existence même d'une métropole multipolaire qui soit surtout respectueuse des identités communales, tel que cela a été manifesté dans toutes les rencontres que l'on a pu avoir notamment avec les Maires.

Monsieur LEOTARD.- Je voudrais répondre aux remarques qui ont été faites par notre collègue, Mme Boulay. Si sur le fond, globalement, je pense que nous devons tous nous préoccuper des espaces qu'ils soient agricoles ou naturels, sur le cas particulier de Saint-Victoret, je pense manifestement qu'elle ne s'est pas rendue sur le site.

Il s'agit effectivement de quatre petits hectares qui étaient historiquement affectés à de l'activité agricole, mais qui désormais sont des zones dans lesquelles l'activité n'a plus rien d'agricole. Si vous allez sur le site, vous y verrez des camions, des déblais qui sont entreposés sur ce terrain qui a perdu toute vocation agricole.

C'est plutôt dans une démarche de reconquête de cet espace qui doit rester naturel et qui en plus est partiellement inondable, que nous l'intégrons dans la zone d'aménagement que nous avons organisé sur ce secteur. C'est précisément dans un but de reconquête que nous intégrons cet espace agricole dans la réglementation qui ne permet plus une gestion efficace. Donc, je lui suggère de voter ce rapport parce que précisément il permet de se réapproprier cet espace et de lui redonner une valeur paysagère qu'il a complètement perdue aujourd'hui. Merci, Monsieur le Président.

Monsieur LE PRESIDENT.- Et surtout une valeur économique Monsieur Léotard qui est très importante pour la Communauté Urbaine.

Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstentions de Mmes Boulay, Nespoulous
et de MM. Agullo, Semeriva, Fouquet.

21. AEC 006-11/05/09 CC - Débat sur les résultats de l'application du Plan Local d'Urbanisme de La Ciotat au regard de la satisfaction des besoins en logements et sur l'opportunité d'une mise en révision ou d'une mise en révision simplifiée de ce plan.

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport est retiré.

Le rapport est retiré

22. AEC 007-11/05/09 CC - Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale - Revalorisation d'une Autorisation de Programme

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

23. AEC 008-11/05/09 CC - Elaboration et modification des documents d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communautaire - Revalorisation d'une autorisation de programme

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

RÉNOVER ET CONSTRUIRE UNE VILLE SOLIDAIRE.

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Salah-Eddine, la Commission Rénover et Construire une Ville Solidaire s'est réunie le 4 mai, pouvez-vous nous faire un compte rendu des travaux ?

Madame SALAH-EDDINE.- Il y a eu un avis favorable sur l'ensemble des rapports de la Commission.

24. RNOV 001-11/05/09 CC - Contrat Urbain de Cohésion Sociale de la Ciotat - Programmation associative 2009

Monsieur SAN MARCO.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

25. RNOV 002-11/05/09 CC - Contrat Urbain de Cohésion Sociale de Marseille - Programmation associative 2009 et approbation d'une participation financière au Groupement d'Intérêt Public pour la Gestion de la Politique de la Ville à Marseille

Monsieur SAN MARCO.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

26. RNOV 003-11/05/09 CC - Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation d'avenants n°1 aux conventions 2009-2014 MPM-ETAT et MPM-ANAH pour le plan de relance - Revalorisation d'une Autorisation de Programme

Madame GHALI.- Monsieur le Président, Mesdames Messieurs les conseillers, plusieurs rapports concernant l'habitat vous sont aujourd'hui soumis. Ils traduisent la volonté du Président Caselli de prendre en compte la problématique du logement sur le territoire de la Communauté Urbaine et de mettre en œuvre de nouveaux programmes d'action pour améliorer la situation de nos concitoyens.

Il y a d'abord les avenants aux conventions de délégation des aides à la pierre, avenants qui vont nous permettre de faire mieux et plus grâce aux moyens financiers liés au Plan de Relance.

Il y a ensuite des autorisations de programme qui sont proposées à votre approbation :

- L'une concerne la mise en place de 2 millions d'euros d'aides pour le logement social : ces aides viendront en complément de celles que nous gérons pour le compte de l'Etat et permettront en lien avec les bailleurs sociaux de soutenir des programmes jugés prioritaires.

- L'autre concerne la mise en place de 150 000 euros pour le lancement d'un Programme d'Intérêt Général avec l'ANAH. En effet, celui-ci permettra d'intervenir sur l'habitat ancien de nos communes, en mettant à la disposition des propriétaires privés et prioritairement pour les propriétaires occupants, une équipe de techniciens qui les conseillera sur le type de travaux à engager et sur les financements dont ils peuvent disposer.

Permettez-moi de profiter de l'occasion pour vous rendre compte de la démarche de concertation engagée auprès des Maires de secteur de Marseille pour l'adaptation du Programme Local de l'Habitat. Conformément à notre accord de gouvernance, cette démarche a été menée en partenariat avec l'adjointe à la Ville de Marseille au logement social, Mme Arlette Fructus.

L'accès au logement pour tous est une priorité de la Communauté Urbaine notamment au regard de l'importance de la demande en logement social à Marseille avec plus de 30 000 demandes.

Nous avons décidé d'engager une démarche d'adaptation de notre Programme Local de l'Habitat de façon à construire ces objectifs par Mairie de secteur. J'ai pris contact avec chacun des Maires des 8 secteurs de Marseille : il s'agit de mieux comprendre leurs soucis en matière d'habitat et de déterminer avec eux les modalités d'une programmation de logements élaborée en concertation dans la plus grande transparence.

Pour rééquilibrer l'offre de logements sociaux sur l'ensemble du territoire communautaire, il faut harmoniser les nouvelles implantations en intégrant la concertation avec les Maires de secteur et des communes comme une étape incontournable dans le processus des demandes que nous arbitrons.

Il n'est pas normal que l'on continue à concentrer le logement social, là où il y en a déjà beaucoup, il n'est pas normal que les arrondissements les plus déficitaires soient encore ceux qui produisent le moins de logements sociaux.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'au-delà de l'adaptation du PHL, nous allons agir à travers la délégation de compétence pour ajuster notre rééquilibrage.

Vous avez donc bien compris que pour cette programmation 2009, la priorité sera donnée aux secteurs de Marseille et aux communes qui ont moins de 20% de logements sociaux. Je tiens à féliciter l'ensemble de la Direction de l'Urbanisme et du

Foncier, notamment Jean-Marc Bonino et ses collaborateurs qui ont fait un travail formidable, que ce soit avec les Maires de la Communauté Urbaine ou les Maires de secteur de Marseille.

En 2009, nous devons maintenir le rythme des financements accordés. Il faut également être attentif à la qualité des opérations. Il faut tendre vers un meilleur équilibre urbain mais également construire durable et maîtriser l'énergie dans l'ancien comme dans le neuf avec la qualité du bâti, des logements, qui doivent être fonctionnels et économes en énergies, des espaces extérieurs, mais aussi qualité de l'implantation et du raccordement à la ville en terme de voirie, de transport... Il faut permettre et favoriser le recrutement sur site à l'occasion des réhabilitations, favoriser la concertation avec les associations et les habitants. Enfin, nous devons rester attentifs à la prise en compte des phénomènes de décohabitation et d'allongement de la durée de la vie qui nous impose d'innover et d'envisager de nouveaux parcours résidentiels, prenant compte des évolutions familiales de notre société.

Je ne voudrais pas terminer cette intervention sans saluer la politique volontariste menée par le Président Eugène Caselli en matière de production de logement social dans une exigence d'équité dans l'accès au logement ainsi que notre volonté de rééquilibrage de la production de l'ensemble du territoire de la Communauté Urbaine. Je voudrais juste ajouter que pour l'année 2008, nous avons dépassé ce que la loi nous permettait de faire dans le logement social puisque nous sommes à plus de 1700 logements pour l'année 2008. Concernant l'année 2009, les chiffres seront certainement au-dessus de ceux de 2008, malgré la crise.

Madame HADJ-CHIKH.- Monsieur le Président, chers collègues, mon intervention portera sur les deux rapports n° 26 et 27 concernant la délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques pour l'habitat. Il est tellement rare que l'on puisse se féliciter d'une avancée en la matière, que je saisis cette occasion. Je le fais d'autant plus volontiers, que j'avais exprimé au nom du Groupe Communiste, Républicain, Citoyen, en décembre dernier, notre désaccord quant au constat dressé à partir du bilan de mise en œuvre en 2007.

J'avais dit il y a quatre mois :

“Ni les objectifs du PLH, ni surtout les enveloppes déléguées par l'Etat ne correspondent à une volonté de rétablir un parcours résidentiel pour tous”.

A l'appui de cette affirmation, le constat d'un recul de 12% en trois ans du total des deux enveloppes logement social et ANAH, attribuées à Marseille Provence Métropole par l'Etat depuis 2006. J'ai lu dans le procès-verbal de la dernière séance à laquelle je ne pouvais participer, que notre collègue Députée Sylvie Andrieux a dressé un constat plutôt analogue après la réunion du Comité régional de l'habitat.

Il faut croire que le constat est fondé puisque aujourd'hui l'Etat rattrape les crédits mobilisables à hauteur de 1 million d'euros pour la réalisation de 249 logements sociaux supplémentaires en 2009 et de 4,7 millions d'euros au titre de la lutte contre l'habitat indigne et la rénovation des logements privés. On peut discuter des équilibres choisis, mais là n'est pas l'essentiel.

A cela s'ajoute – et pour la première fois – la participation à hauteur de deux millions d'euros de MPM à cet effort de production de logements sociaux, concrétisant ainsi la volonté politique inscrite dans les orientations et le premier budget primitif de cette nouvelle mandature.

Tout cela représente une première inflexion notable, que nous soutenons pleinement. En souhaitant qu'elle trouve en 2010 de nouvelles suites ; en particulier pour que l'Etat remplisse pleinement sa mission de solidarité et nous permette enfin de construire des réponses à hauteur de l'urgence des plus de 30.000 demandes d'un logement social. Merci de votre attention.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

27. RNOV 004-11/05/09 CC - Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Mise en place d'aides propres de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en faveur de la production de logements locatifs sociaux - Création d'une Autorisation de Programme pour l'année 2009

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

28. RNOV 005-11/05/09 CC - Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Préfiguration d'un programme d'intérêt général favorisant la réhabilitation des centres anciens et des noyaux villageois - Création d'une Autorisation de Programme pour l'année 2009

Monsieur LE DISSES.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

DÉVELOPPER LES TRANSPORTS URBAINS ET PÉRIURBAINS

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Molino, la Commission Développer les Transports Urbains et Périurbains s'est réunie le 30 avril, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Monsieur MOLINO.- Les rapports ont reçu un avis favorable unanime. Un rapport a suscité beaucoup de discussion, c'est le rapport n°32 au sujet du contrat à contribution financière forfaitaire pour l'exploitation des services de transports publics urbains de Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille. Il fait suite au rapport que nous avons voté au Conseil de Communauté, concernant le service minimum.

29. DTUP 001-11/05/09 CC - Transports de véhicules sur l'archipel du Frioul - Approbation des nouveaux tarifs.

Madame LOTA.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

30. DTUP 002-11/05/09 CC - Approbation d'une convention tripartite entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la RTM pour la mise en oeuvre d'une tarification combinée entre les transports interurbains et le réseau de la RTM

Madame LOTA.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

31. DTUP 003-11/05/09 CC - Approbation de l'avenant n° 10 à la convention MPM/RTM relative aux compensations de tarifs réduits en vigueur sur le réseau de la RTM

Madame LOTA.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

32. DTUP 004-11/05/09 CC - Contrat à contribution financière forfaitaire pour l'exploitation des services de transports publics urbains de Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille - Approbation de l'avenant n° 3 relatif aux plans transport et d'information des usagers

Madame LOTA.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur DUTTO.- Monsieur le Président, chers collègues, nous avons exprimé notre opposition ferme à cette loi et à son application par les collectivités et les EPCI en charge de l'organisation des transports publics.

On nous a dit : *"le temps du débat est passé, la loi c'est la loi, il faut être républicain et l'appliquer"*. On pourrait débattre longtemps de cette notion d'être républicain et d'appliquer la loi... Car en d'autres circonstances, il est heureux pour des gens de ne pas appliquer la loi.

(Brouhaha)

...Les lois de l'Etat français que vous connaissez ! Ne vous énervez pas !

Depuis, la promulgation de cette loi, cette régression programmée de l'espace de démocratie sociale s'est étendue à d'autres secteurs, comme l'Ecole ; et de nombreux Maires ont eux aussi manifesté leur opposition à tout service minimum, notamment parce que c'est incompatible avec le droit de grève inscrit dans la Constitution. Aujourd'hui, à l'initiative de quelques députés de Droite, la Poste serait visée également par ce service minimum.

Nous sommes loin de la raison pour laquelle cette loi sur le service minimum avait été instaurée, notamment la libre circulation dans les transports. Je ne veux donc pas refaire le débat que nous avons eu ici même, il y a 10 mois lors de l'approbation du principe d'application de cette loi. Mais permettez-moi quand même d'extraire du procès-verbal de ce débat en juillet 2008 quelques réponses qui nous ont été faites ce jour-là par nos collègues de la majorité parlementaire :

Je cite : *"La loi fait œuvre de modernité..."*

"Il s'agit de prévenir les conflits, de créer un dialogue en amont",

"C'est un outil de modernisation pour un dialogue social interactif". Je ne l'invente pas c'est vous qui l'avez dit... « *Un dialogue social interactif* », parlons-en.

Le résultat est probant : cela n'a en rien prévenu les mouvements de grève quotidiens à la RTM ou à la SNCF de l'hiver dernier. Et l'on mesure à l'université, dans les

hôpitaux, pour les personnels des maisons d'arrêts, du service public en général, mais aussi dans les entreprises, l'inexistence d'interactivité de cette "modernisation" du dialogue social, qui s'apparente de plus en plus souvent à du mépris, provoquant la colère des salariés.

Le Président de la République n'hésitait pas l'été dernier cette affirmation : *"désormais quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit"*. Il doit bien être le seul. Pour le paraphraser on pourrait dire que *"désormais, quand il y a conflit social, vu l'état du dialogue dans notre pays, et grâce à votre modernisation, des millions de personnes manifestent dans les rues, avec le soutien majoritaire de la population"*. 75 % des Français soutiennent le mouvement social.

Monsieur le Président, nous n'avons aucune raison de changer notre vote d'opposition à la mise en œuvre d'une loi qui est un mauvais coup contre la démocratie sociale ; une démocratie sociale dont notre pays et les forces vives ont pourtant fondamentalement besoin pour affronter la crise du système et la dépasser. Merci de votre attention.

(Applaudissements)

Monsieur HABRANT.- Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les conseillers communautaires, Mesdames Messieurs, collègues bruxellois (c'est un petit pari que nous avons fait lorsque nous sommes allés à Bruxelles, on détend un peu l'atmosphère car avec M. Dutto, on est revenu quelques années en arrière).

Le rapport que nous devons voter aujourd'hui fait suite à la loi du 21 août 2007 qui a fait débat à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Plusieurs personnes étaient contre, voyant une attaque contre le droit de grève, un texte pour intimider les salariés, un ballon d'essai pour évaluer la résistance du corps social etc.

Mais la vérité n'était pas là, la vérité c'est le dialogue social comme outil de prévention des conflits, ce qui était voulu par le Gouvernement du Premier Ministre M. François Fillon.

Le Président de la République s'était engagé sur la mise en place d'un service Minimum afin de permettre aux citoyens de ne plus être pris en otage lors de conflits, qui pénalisaient souvent les Français les plus modestes.

(Applaudissements)

Le projet de loi repose sur l'idée qu'en renforçant le dialogue social dans les entreprises de transport, les grèves pourront être, pour une large part, évitées.

En effet, la grève apparaît encore trop souvent comme un préalable à la recherche d'un accord social et non comme un ultime recours après l'échec des négociations et l'épuisement des tentatives de conciliation.

Les raisons peuvent sans doute en être recherchées dans la vigueur des mouvements sociaux du XIX^e siècle qui ont forgé une « culture de conflit » entre partenaires sociaux plus qu'une culture du dialogue et de la négociation.

L'amélioration du dialogue social, indispensable pour offrir un service public de qualité, passe par une méthode de travail entre l'ensemble des partenaires à tous les niveaux : direction, syndicats, encadrement, agents. Afin d'assurer la qualité du service rendu aux voyageurs et de renforcer l'efficacité du dialogue social dans l'entreprise, la RTM doit rechercher d'abord des solutions non conflictuelles aux problèmes qui seraient susceptibles de surgir, et d'instituer, avant le déclenchement d'une grève, une procédure de prévenance dite d'alarme sociale .

La loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs prévoit les étapes et les missions suivantes :

L'autorité organisatrice définit les dessertes prioritaires en cas de perturbations prévisibles du trafic.

L'entreprise délégataire élabore un plan de transport adapté aux priorités de desserte et aux niveaux de service définis par l'Autorité Organisatrice ; un plan d'information clientèle couvrant l'ensemble du réseau ; un accord-cadre organisant une procédure de prévention des conflits et tendant à développer le dialogue social ; et la continuité du Service public dans les transports urbains de voyageurs » et enfin, un accord collectif de prévisibilité du service qui définit les conditions dans lesquelles la réaffectation du personnel permet la réalisation du plan de transport.

Par délibération du 18 juillet 2008, MPM a approuvé, l'ensemble des dessertes de transport prioritaires, leurs fréquences et leurs plages horaires pour chaque réseau de transport organisé par MPM.

Les services de la RTM ont mis en place une proposition de plan de transport adapté comme le prévoit la loi.

Un plan d'information des voyageurs comme le prévoit la loi.

Les niveaux de service, en fonction de l'importance de la perturbation sont également conformes à la loi.

En conséquence, il est agréable pour notre groupe, qui a vu ses députés avoir le courage de défendre cette loi, voter pour ce rapport.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Votes contre de Mmes Palloix, Hadj-Chikh, Bonifay et de MM. Dutto, Gillet, Poggiale, Croce et Lakdhar

Abstentions de Mme Desmats et de MM. Magro, Molino et Méroni.

33. DTUP 005-11/05/09 CC - Délégation de Service Public pour l'exploitation du transport collectif de voyageurs de La Ciotat et de Ceyreste - Approbation de l'avenant n° 3 relatif à l'adaptation de l'offre de service du réseau Ciotabus

Madame LOTA.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

34. DTUP 006-11/05/09 CC - Réseau de Tramway de Marseille. Prorogation de l'Arrêté Préfectoral déclarant l'utilité publique du projet

Madame LOTA.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

UNE AGGLOMÉRATION ÉCO-RESPONSABLE

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Vassal, la Commission Une Agglomération Eco-responsable s'est réunie le 4 mai, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Madame VASSAL.- Il y a un seul rapport qui a reçu un avis favorable de la Commission.

35. AGER 001-11/05/09 CC - Demande de subvention relative au réaménagement de la déchèterie de Château-Gombert

Monsieur ROUZAUD.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

VOIRIE ET SIGNALISATION

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Milon, la Commission Voirie et Signalisation s'est réunie le 5 mai, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Madame MILON.- Les trois rapports ont obtenu un avis favorable de la Commission.

36. VOI 001-11/05/09 CC - Approbation d'une convention de Fonds de concours relative à l'aménagement de l'avenue de Saint-Menet (RD 2) entre la Montée de Saint-Menet (RD 2c) et le chemin vicinal de la Millière à Saint-Menet (RD 2h) et affectation d'une Autorisation de Programme.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

37. VOI 002-11/05/09 CC - Affectation d'une Autorisation de Programme pour la création de l'avenue du 14 juillet à Châteauneuf-les-Martigues

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

38. VOI 003-11/05/09 CC - Affectation d'une Autorisation de programme pour le prolongement de la voie n°87 - Quartier Jaumé à Châteauneuf-les-Martigues

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

PORTS DE PLAISANCE - PORTS DE COMMERCE - AÉROPORT.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Piccirillo, la Commission Ports et Aéroport s'est réunie le 5 mai, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

39. POR 001-11/05/09 CC - Ports de Plaisance - Création de commissions thématiques - Désignation de représentants

Monsieur PICCIRILLO.- Il s'agit de la création de quatre Commissions thématiques et de la désignation de représentants. C'est vous même qui allez proposer des noms. En ce qui concerne les représentants des conseils portuaires, ils ont déjà été désignés.

Monsieur LE PRESIDENT.- Sont désignés au sein de la Commission travaux, les sept conseillers communautaires suivants :

- France GAMERRE
- Jean-Marc CORTEGGIANI
- Gérard SBRAGIA
- Robert MALATESTA
- André VARESE
- Sylvia BONIFAY
- Guy PONTOUS

Sont désignés au sein de la Commission consultative d'attribution, les sept conseillers communautaires suivants :

- Claude DAUMERGUE
- Maxime TOMMASINI
- René CANEZI
- Michel ILLAC
- Christian AMARITY
- Samia GHALI
- Patrick MENUCCI

Sont désignés au sein de la commission paritaire gestion et police du plan d'eau les sept conseillers communautaires suivants :

- France GAMERRE
- Marie-Thérèse CARDONA
- Claude TORNOR
- Marie-Madeleine PANCHETTI
- Benoît PAYAN
- Marie-Thérèse MINASSIAN
- Marie-Françoise PALLOIX-NICOLAJ

Sont désignés au sein de la commission paritaire animation et évènementiel les sept conseillers communautaires suivants :

- Gilles PAGLIUCA
- Gérard PEPE
- Bernard GIRAUD
- Christophe LOPEZ
- Pierre SEMERIVA
- Jean-François DENIS
- Roger MERONI

40. POR 002-11/05/09 CC - Approbation du principe d'une délégation de service public en vue de l'organisation et de l'exploitation du Salon Nautique Marseille Provence Métropole en 2010, 2011, et 2012

Monsieur PICCIRILLO.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstentions de Mmes Palloix, Hadj-Chikh, Bonifay, Desmats et de MM. Dutto, Gillet, Poggiale, Croce et Lakdhar Magro et Méroni

RELATIONS EXTÉRIEURES

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Franceschi, la Commission Relations Extérieures s'est réunie le 29 avril, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Monsieur FRANCESCHI.- Les trois rapports ont reçu un avis favorable.

41. REX 001-11/05/09 CC - Participation de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au Salon de l'Immobilier d'Entreprise, à Paris, du 2 au 4 décembre 2009 - Approbation d'une convention.

Monsieur RAHMANI.- Monsieur le Président, en déclarant en mai 2008, il y a tout juste un an qu'il était « *nécessaire d'engager sans tarder une politique de coopération et de partenariat méditerranéen d'envergure* », souligniez-vous, « *digne de notre métropole* », nous pensions alors que vous preniez le bon chemin et que vous étiez conscient de l'enjeu et de la nécessité d'inscrire MPM comme acteur majeur en Méditerranée.

Chacun sait ici combien la coopération décentralisée, que vous défendez, est primordiale ainsi que l'importance du soutien aux actions de développement dont les acteurs de premier plan sont aujourd'hui les collectivités territoriales.

Nous devons donc agir, vous en serez d'accord, en nous associant aux autres collectivités territoriales pour la création d'un environnement favorable au partenariat pour favoriser l'échange d'expériences et de savoir-faire, la mise en réseau des actions communes qui sont autant d'objectifs à viser en s'appuyant sur les compétences propres de MPM et elles sont nombreuses.

Seulement voilà Monsieur le Président, nous constatons hélas que rien ne se propose, rien ne se décide dans ce domaine en particulier.

Depuis un an pratiquement, notre Commission n'est saisie d'aucun dossier de partenariat. Elle s'est réunie trois fois en étudiant « quelques petits dossiers », même s'ils sont relativement importants, je vous l'accorde, cependant, des dossiers ayant trait à la coopération internationale, à la coopération décentralisée : rien. On nous renvoie vers vous. Tout doit passer par vous ou par votre Cabinet. Soit ! Alors, où sont les dossiers ? De quel budget disposons-nous pour pouvoir travailler ? Quelle coordination en particulier avec les Vice-présidents concernés ou avec la Commission des Relations Extérieures qui est la nôtre ? Au final, quelle est votre politique internationale, Monsieur le Président et que destinez-vous à MPM ?

Il est, pensons-nous, nécessaire, urgent, de mettre en oeuvre la création de cadres réguliers communs de concertation et de décision qui garantiront la continuité dans le temps et la cohérence dans les contenus basés sur les compétences de MPM.

L'Union pour la Méditerranée soutenue au plus haut niveau, ici même, doit être prise à la lettre et doit nous encourager à faire preuve de volontarisme, à être porteur de projet concret, chacun le sait ici et nous sommes heureusement déjà porteur de Marseille Capitale culturelle pour 2013 et de la présidence du Conseil Culturel Méditerranéen qui sont deux grands défis pour nous.

En tout cas, pour ce qui nous concerne, nous sommes disposés, Monsieur le Président, avec mon groupe, à faire des propositions concrètes dans ce domaine pour tracer avec vous des objectifs clairs, visibles dans le cadre de la gouvernance partagée.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Chaque fois que l'on nous propose des actions véritablement concrètes, nous y souscrivons. Nous étions à Istanbul aux côtés du Maire de Marseille et d'élus de la Ville de Marseille pour défendre la candidature de Marseille au Forum Mondial de l'Eau. Nous avons reçu il y a peu de temps sur le site du technopôle de Château Gombert, le Premier Ministre de Tunisie. Nous ne sommes pas inactifs mais nous adaptons aussi, il faut le savoir, notre politique internationale et euroméditerranéenne aux moyens et compétences qui sont les nôtres. Et pour les dossiers à suivre, je n'aurai qu'une chose à dire Monsieur Rahmani : tout vient à point à qui sait attendre.

Monsieur MAGRO.- Sur cette question, au nom de mon groupe, j'ai récemment fait une proposition car un certain nombre de communes, y compris la Ville de Marseille, sont engagées dans des démarches de coopération décentralisée. Pour les micro-projets des petites communes, nous sommes bien conscients du fait qu'une année, ce n'est pas beaucoup. Par ailleurs, nous connaissons la situation financière de l'institution et il n'est pas évident que l'on puisse créer une ligne budgétaire qui apparaisse comme prioritaire et suffisante pour développer les projets.

Etant donné que la Communauté Urbaine est compétence en matière d'eau et d'assainissement, je pense que si l'on mettait en oeuvre la loi Houdin sur le territoire, en adossant les possibilités qu'elle ouvre avec ce qui se fait déjà dans les communes, on pourrait construire des micro-projets.

Certes les grands projets sont très importants, mais les micro-projets permettent surtout de mettre en oeuvre des réseaux et notamment associatifs et locaux, avec des répercussions extrêmement positives à la fois dans les pays où l'on développe les projets, mais aussi sur notre territoire et bien souvent avec des personnes originaires des pays concernés.

Donc je vous propose à François Franceschi qu'une réflexion soit menée sur ces questions-là. Je pense que l'on pourrait rapidement déboucher, sur des projets en contournant le fait que nous disposons de peu de moyens car la question des moyens se

pose. Il existe peut-être une piste qui permettrait de trouver des moyens en dehors du budget de la Communauté Urbaine.

Monsieur FRANCESCHI.- Je voudrais rebondir sur les problèmes que nous avons déjà évoqués en Commission. Il faut quand même se souvenir quelles sont nos prérogatives et quelles sont les directions dans lesquelles doit aller la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Nous sommes parfaitement ouverts à tout ce qui peut être rendu possible au sein des Commissions. Encore faudrait-il, et nous en avons parlé longuement la dernière fois, que nous soyons saisis et parfaitement dans cette optique. Nous sommes d'accord pour que vous nous saisissiez. Vous nous parlez toujours de vos projets avec l'autre rive de la Méditerranée, nous sommes d'accord, mais il ne suffit pas d'invoquer ce genre de projet à chaque fois, il faut peut-être nous les soumettre.

Deux projets sont en train d'arriver à maturité et nous allons les soumettre au Président mais il faut du temps pour mener des projets et ce n'est pas en quelques mois de fonctionnement que l'on peut avoir une prospective pour l'avenir.

Nous sommes ouverts à tout cela dans le cadre naturellement des possibilités budgétaires et dans le cadre de nos attributions.

Monsieur AMIRATY.- Je prends la parole sur ce sujet pour abonder dans le sens de mon collègue Patrick Magro. La loi Houdin est quelque chose qu'il serait très intéressant de mettre en oeuvre sauf que dans cette première partie du mandat et par les temps de crise que nous connaissons, il faudrait dans un premier temps pouvoir nous doter de moyens financiers suffisants pour aller sur le terrain de la coopération. Il n'y a rien de pire que d'être sur ce terrain-là et de s'y retrouver sans moyens avérés.

Je pense que dans ce mandat qui est devant nous, Monsieur le Président, nous avons une première partie du mandat qui nous permettrait, avec M. Rahmani et d'autres, de réfléchir à ce que nous pourrions entreprendre dans la deuxième partie du mandat, notamment sur la question de la loi Houdin. Je vous rappelle que l'utilisation de cette loi passe aussi par le prestataire de service qui est bien souvent, en l'occurrence, la Société des Eaux de Marseille pour l'instant. Il y a un travail de préparation qui doit, à mon avis, s'effectuer sur les deux prochaines années.

Je me propose de travailler sur la loi Houdin puisque j'avais fait moi-même une proposition à Monsieur le Président qui allait dans ce sens-là, dans le domaine de la coopération internationale.

Donc, travaillons, préparons nos dossiers sur les deux prochaines années pour ensuite proposer à Monsieur le Président des actions de coopération décentralisée sur la deuxième partie du mandat.

Je répète aussi : comment nos concitoyens comprendraient qu'en cette période de crise, nous dépensions beaucoup d'argent sur la coopération internationale ? Ce n'est pas tout à fait le moment de plus, nous ne sommes pas prêts. Donc préparons nos dossiers et ensuite mettons cela en oeuvre pour la deuxième partie du mandat.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

42. REX 002-11/05/09 CC - Location d'un espace dans le cadre de la participation de Marseille Provence Métropole à la Foire Internationale de Marseille édition 2009.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

43. REX 003-11/05/09 CC - Participation de Marseille Provence Métropole dans la classique internationale du Marseille-Cassis au titre de partenaire institutionnel

Monsieur MUSELIER.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

DÉVELOPPEMENT DURABLE - INNOVATIONS - PROSPECTIVE.

44. DDIP 001-11/05/09 CC - Approbation de la participation de Marseille Provence Métropole au Groupement d'intérêt Public des Calanques de Marseille à Cassis

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport est retiré.

Le rapport est retiré

45. DDIP 002-11/05/09 CC - Autorisation de demander une subvention du Fonds de Financement Régional pour l'Environnement et l'Energie (F.R.E.E.) dans le cadre de l'Accord Cadre Etat-Région-A.D.E.M.E. 2007-2013 pour la réalisation d'un Conseil d'Orientation Energétique (C.O.E.) des bâtiments de Marseille Provence Métropole

Monsieur SEMERIVA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée, je vous remercie.

(La séance est levée à 10 heures 45)